

Annexes

Les chiffres du mal-logement
Glossaire
Bibliographie

LES CHIFFRES DU MAL-LOGEMENT

PERSONNES NON OU TRÈS MAL LOGÉES	
Sans-domicile-fixe ¹	100 000
Personnes privées de domicile personnel	493 500
- dont résidence principale en chambre d'hôtel ²	50 000
- dont habitat de fortune : cabane, construction provisoire... ²	41 400
- dont personnes vivant à l'année en camping ou en mobile home... ³	100 000
- dont personnes hébergées chez des tiers faute d'autres solutions qui vivent dans des conditions de logement très difficiles ⁴	150 000
- dont personnes en structures d'hébergement et d'insertion : CHRS, CADA, places en hôtel pour demandeurs d'asile, accueil d'urgence (hors CHU), résidences sociales*, ALT ⁵	152 100
Personnes vivant dans des conditions de logement très difficiles** : logements inconfortables, de mauvaise qualité et logements en surpeuplement accentué (hors double compte) ⁶	2 044 000
Personnes en situation d'occupation précaire :	861 300
- dont locataires ou sous-locataires d'un meublé ⁷	640 300
- dont personnes occupant un logement sans droit ni titre suite à une décision de justice prononçant l'expulsion ^{8***} (88 400 ménages)	≈ 221 000
NOMBRE TOTAL DE PERSONNES CONNAISSANT UNE PROBLÉMATIQUE FORTE DE MAL-LOGEMENT	3 498 800

PERSONNES EN SITUATION DE RÉELLE FRAGILITÉ À COURT OU MOYEN TERME	
Logements en copropriétés dégradées nécessitant une intervention publique ⁹ (350 000 logements)	≈ 875 000
Personnes en situation de précarité pour impayés	≈ 1 412 000
- dont locataires en impayés de loyer ⁷ (494 800 ménages)	≈ 1 237 000
- dont propriétaires en impayés de charges ou de remboursement d'emprunt ⁷ (70 000 ménages)	≈ 175 000
Personnes vivant en situation de surpeuplement « au sens large » hors surpeuplement « accentué » ¹⁰ (surpeuplement au sens large = nombre de pièces standard - 1 pièce)	3 507 000
Personnes hébergées chez des tiers (amis ou famille) hors hébergés qui vivent dans des conditions de logement très difficiles ⁴	823 000
NOMBRE TOTAL DE PERSONNES EN SITUATION DE RÉELLE FRAGILITÉ À COURT OU MOYEN TERME	6 617 000

Sources

(1) L'enquête Sans Domicile 2001 de l'Insee comptabilise 86 500 personnes sans domicile fixe. Mais tous les observateurs s'accordent à dire que 8 ans plus tard, leur nombre a atteint un **minimum** de 100 000 personnes. – (2) Insee, Recensement général de la Population, 1999. – (3) CNRS (France Poulain, chercheuse) et pôle national de lutte contre l'habitat indigne (2005). – (4) Fondation Abbé Pierre d'après l'Enquête nationale Logement (Enl), Insee, 2002. – (5) Cour des comptes (rapport thématique publié en avril 2007) et DGALN (Direction générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature) - DGAS (*Guide des dispositifs* publié en septembre 2008). – (6) DGALN à partir du traitement de l'Enl 2006. – (7) Insee, Enl, 2006. – (8) Fondation Abbé Pierre d'après les données du ministère de l'Intérieur. – (9) DGALN et Enl 2002. – (10) Insee, Enl 2002 (dans l'attente de l'exploitation de cette variable dans l'Enl 2006).

Notes

* Nous avons comptabilisé les résidences sociales « classiques », sans prendre en compte les Maisons-relais et les places en Foyers de jeunes travailleurs ou Foyers de travailleurs migrants non transformées en résidences sociales. – ** Selon les estimations du Pôle national de lutte contre l'habitat indigne, les risques sanitaires liés à l'habitat indigne concernent 400 000 à 600 000 logements dans lesquels vivent un peu plus d'un million de personnes. Ces logements se retrouvent vraisemblablement pour l'essentiel parmi les logements recensés dans cette rubrique. – *** Au cours des trois dernières années (2005 à 2007), il y a eu 120 004 demandes de concours de la force publique ayant fait suite à une décision de justice prononçant l'expulsion. Ces locataires deviennent de fait occupants sans droit ni titre et peuvent être expulsés sans nouvelle décision de justice. Si l'on extrait de ces ménages les 31 519 qui ont effectivement été expulsés avec le concours de la force publique de 2005 à 2007, on trouve le résultat suivant : 120 004 – 31 519 = 88 485 ménages qui sont logés mais vivent avec la menace permanente d'être expulsés du jour au lendemain.

Présentation des chiffres du mal-logement

En 2009, la France compte 3,5 millions de personnes non ou mal-logées, auxquelles s'ajoutent plus de 6,5 millions de personnes en situation de réelle fragilité de logement à court ou moyen terme. Alarmants, ces chiffres mettent en évidence l'ampleur de la crise du logement et les difficultés qu'elle génère pour des ménages toujours plus nombreux.

3,5 millions de personnes non ou très mal logées...

Parmi les 3,5 millions de personnes qui connaissent une problématique forte de mal-logement, on recense **100 000 sans-domicile-fixe**. Cette estimation de la Fondation Abbé Pierre s'appuie sur une enquête nationale réalisée par l'Insee en 2001 auprès des ménages utilisant des services de restauration et d'hébergement gratuits. Si cette enquête est la première à avoir permis le recensement des personnes sans abri en France, les chiffres annoncés (86 000 personnes sans domicile fixe) semblent en deçà de la réalité. Pour de nombreux observateurs, les niveaux de financement consacrés au « 115 » (numéro d'urgence sociale) ou encore aux chambres d'hôtel (sur les budgets des villes et des départements) révèlent des besoins conséquents et donc une population sans abri qui atteindrait *a minima* les 100 000 personnes.

À ces personnes sans domicile, qui renvoient aux situations parmi les plus douloureuses, viennent s'agréger d'autres personnes privées de logement personnel, et au total, ce sont **près de 600 000 personnes qui souffrent d'une absence de logement**. D'après le recensement général de la population de 1999, 50 000 personnes vivent dans des chambres d'hôtel et 41 400 dans des habitats de fortune (cabanes, constructions provisoires...). Le recours au camping et mobile home constitue aujourd'hui un phénomène nouveau qui concernerait — selon une enquête du CNRS réalisée en 2005 — environ 100 000 personnes. S'y ajoutent toutes les personnes hébergées par des tiers, dans des conditions de logement difficiles, tant pour les hébergés d'ailleurs que pour ceux qui les accueillent : à défaut d'informations disponibles sur ce public dans l'enquête Logement de 2006, c'est sur l'enquête de 2002 que la Fondation Abbé Pierre s'appuie, pour évaluer à 150 000 le nombre de personnes dans cette situation. Enfin, un rapport de la Cour des comptes, publié en avril 2007, et les données actualisées du *Guide des dispositifs* publié par la DGALN/DGAS en septembre 2008 permettent d'estimer à 152 100 le nombre de personnes accueillies dans des structures d'hébergement et d'insertion : accueil d'urgence (hors centres d'hé-

bergement d'urgence), CHRS, résidences sociales (hors Maisons-relais), centres d'accueil pour les demandeurs d'asile, places financées grâce à l'Allocation logement temporaire (ALT)...

Aux 600 000 personnes privées de domicile personnel s'ajoutent **plus de deux millions de personnes qui vivent dans des conditions de logement très difficiles**. Ces situations renvoient d'une part à l'inconfort et à la mauvaise qualité des logements, c'est-à-dire à tous ceux qui ne disposent pas des éléments du confort sanitaire de base¹, d'une installation pour faire la cuisine, qui présentent un revêtement de façade en mauvais état et une installation électrique déficiente² : à partir de l'enquête Logement de 2006, la DGALN estime à 711 000 le nombre de logements inconfortables ou de mauvaise qualité, dans lesquels vivent 1 325 000 personnes. D'autre part, de nombreuses personnes connaissent des conditions de logement très difficiles du fait d'un surpeuplement accentué (lorsqu'elles habitent dans un logement comportant deux pièces de moins que le nombre normatif de pièces « nécessaires » au ménage)³ : d'après l'enquête Logement de 2006, 183 000 logements sont concernés (dans lesquels vivent 797 000 personnes). Ce qui porte à 2 044 000 le total des personnes confrontées à un problème d'inconfort, de mauvaise qualité du logement ou de surpeuplement accentué d'après la DGALN (sans double compte). Par ailleurs, l'actualité met régulièrement sur le devant de la scène des situations d'insalubrité, de saturnisme infantile, d'hôtels meublés en état de dégradation, d'agissements de marchands de sommeil ou encore de reconstitution aux franges des villes de bidonvilles que l'on croyait disparus. Recoupant une partie de ces formes d'habitat, des estimations ministérielles font état de 600 000 logements indignes, qui concerneraient un peu plus d'un million de personnes⁴. Les ménages les plus pauvres continuent donc d'être accueillis dans des conditions de logement juridiquement et socialement inacceptables, et ce malgré les politiques d'amélioration de l'habitat mises en œuvre depuis plusieurs décennies.

Parmi les ménages non ou très mal logés aujourd'hui en France figurent enfin les **860 000 personnes en situation d'occupation précaire**, soit parce qu'elles sont locataires ou sous-locataires d'un meublé (l'enquête Logement de 2006 recense 640 000 personnes dans cette situation), soit parce qu'elles occupent un logement sans droit ni titre suite

¹ Absence d'eau courante, d'installation sanitaire ou de WC intérieurs.

² Installation non encastrée, fils non protégés par des baguettes, absence de prise de terre.

³ Les situations de surpeuplement et d'hébergement chez des tiers renvoient à une fourchette basse, puisqu'elles s'appuient sur des enquêtes déclaratives (Insee) alors que ces situations d'hébergement ou de surpeuplement sont considérées comme illégales par les bailleurs publics et les administrations (CAF) et ne sont donc pas toujours déclarées.

⁴ Ces données ne figurent pas dans le tableau des Chiffres du mal-logement afin d'éviter tout double-compte.

à une décision de justice prononçant l'expulsion (en s'appuyant sur les données fournies par le ministère de l'Intérieur, on peut estimer que plus de 221 000 personnes en 2007 connaissent cette situation de fragilité extrême).

... auxquelles s'ajoutent plus de 6,5 millions de personnes en situation de réelle fragilité

Ces situations extrêmes de « mal-logement » ne doivent pas masquer les situations de réelle fragilité à court ou moyen terme que rencontrent plus de 6,5 millions de personnes. Certains ménages sont hébergés par des amis ou de la famille dans des conditions qui, sans être considérées comme « très difficiles », relèvent d'une forte précarité quant à leur statut d'occupation : plus de 820 000 personnes sont ainsi concernées selon l'enquête logement de 2002. La précarité se manifeste également à travers le manque de confort de l'habitat. En plus des ménages en situation de surpeuplement « accentué », 3,5 millions de personnes connaissent une situation de surpeuplement « au sens large » (logement comportant une pièce de moins que le nombre normatif de pièces « nécessaires » au ménage). S'y ajoutent les ménages qui habitent dans des copropriétés dégradées nécessitant une intervention publique : si l'enquête Logement de 2002 fournissait le chiffre de 300 000 logements en copropriétés dégradées, les acteurs concernés par ce phénomène estiment que ce sont aujourd'hui plus de 350 000 ménages qui sont dans cette situation, soit environ 875 000 personnes.

Par ailleurs, face à la crise du logement qui s'est amplifiée au cours des dix dernières années, **de nouvelles difficultés sont apparues pour les ménages, notamment des difficultés pour se maintenir dans leur logement et faire face aux dépenses qui lui sont liées**. D'après l'enquête Logement de 2006, plus d'un million de personnes sont confrontées à des problèmes d'impayés : il s'agit pour la plupart de locataires en impayés de loyer (494 800 ménages, soit 1,2 millions de personnes) mais aussi de propriétaires qui sont en situation d'impayés de charges ou de remboursement d'emprunts (70 000 ménages, soit 175 000 personnes).

De nouvelles dimensions du « mal-logement », plus difficiles à quantifier

L'insuffisance de la construction pendant un quart de siècle, conjuguée à une flambée des prix de l'immobilier au cours des dix dernières années a conduit à une crise du logement sans précédent. Celle-ci se caractérise par trois nouvelles dimensions :

- tout d’abord une **crise de l’accès au logement** qui touche les ménages les plus fragiles mais aussi de nombreux ménages des classes moyennes ;
- une **crise du maintien** des ménages dans leur logement face à l’augmentation des dépenses de loyer et de charges ;
- enfin une **crise de la mobilité résidentielle** correspondant à une nouvelle ligne de fracture entre ceux qui peuvent choisir leur logement et leur lieu d’habitat, et ceux qui ne le peuvent pas.

Si la crise actuelle du logement et le déficit de logements sociaux accessibles se traduit par des difficultés d’accès et de maintien pour un nombre croissant de ménages, elle conduit aussi à une altération de la mobilité résidentielle. Si cette dernière dimension du mal-logement reste plus difficile à appréhender d’un point de vue statistique, on sait toutefois que changer de logement est devenu extrêmement difficile puisque les candidats à la mobilité doivent à nouveau affronter le marché dans le parc privé (ils sont 2 millions⁵ à le faire chaque année et à supporter des loyers de relocation progressant plus vite que les loyers des locataires en place), et que la liste des demandeurs de logement social ne cesse de s’allonger pour un nombre d’attributions en diminution (seulement 427 000 attributions pour 1 239 000 demandeurs en 2007⁶, hors demandes de mutation).

Améliorer la connaissance statistique des situations de mal-logement

On le voit, la connaissance des situations de mal-logement et de non-logement reste largement dépendante des sources d’informations statistiques disponibles, qui demeurent encore trop parcellaires et insatisfaisantes. Malgré de réels efforts menés dans ce domaine, on regrette toujours le caractère daté de certaines données et leur manque d’actualisations régulières (Recensement général de 1999, Enquête de l’Insee sur les personnes sans domicile de 2001, premiers résultats de l’enquête Logement de 2006 publiés seulement fin 2008). Et l’on ne peut que s’inquiéter du risque d’appauvrissement de la connaissance des situations de mal-logement face à la limitation des moyens conférés à la statistique publique.

⁵ Cf. le chapitre 1 du Rapport 2008 sur l’état du mal-logement.

⁶ Même s’il est jugé peu fiable (doublons, demandes obsolètes etc.), le dispositif départemental d’enregistrement unique de la demande fait état de 1 798 788 demandes enregistrées en 2007, dont 559 403 demandes de mutation, ce qui porte à 1 239 385 le nombre de nouveaux demandeurs de logement social. Cf. chapitre 3 de ce rapport.

Face à une crise du logement sans précédent, il convient plus que jamais de chercher à mieux connaître les situations de mal-logement et les nouveaux besoins sociaux qu'elles révèlent. L'observation du mal-logement constitue en effet un enjeu central en vue d'améliorer la pertinence des politiques publiques. Un enjeu d'autant plus fort aujourd'hui puisque la mise en application du Droit au logement opposable sous-tend des besoins de connaissance approfondis, tant pour les bailleurs sociaux que les préfets de départements et plus généralement l'ensemble des acteurs du logement qui sont associés à sa mise en œuvre.

GLOSSAIRE

115 : Numéro d'urgence sociale anonyme et gratuit.

AAH : Allocations aux adultes handicapés.

ADIL : Agence départementale d'information sur le logement.

ADOMA : ex-SONACOTRA (Société nationale de construction de logements pour les travailleurs).

AHI : Accueil hébergement insertion.

AL : Allocation logement.

ALF : Allocation logement à caractère familial.

ALS : Allocation logement à caractère social.

ALT : Aide au logement temporaire.

AML : Aide à la médiation locative.

ANAH : Agence nationale de l'habitat.

ANIL : Agence nationale pour l'information sur le logement.

ANPEEC : Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction.

ANRU : Agence nationale pour la rénovation urbaine.

APA : Allocation personnalisée d'autonomie.

APL : Aide personnalisée au logement.

ASH : Aide sociale à l'hébergement.

ASLL : Accompagnement social lié au logement.

ATD : Aide à toute détresse (mouvement caritatif).

AUDA : Accueil d'urgence des demandeurs d'asile.

CADA : Centre d'accueil pour demandeurs d'asile.

CAF : Caisse d'allocations familiales.

CCAS : Centre communal d'action sociale.

CHRS : Centre d'hébergement et de réinsertion sociale.

CHU : Centre d'hébergement d'urgence.

CLIC : Centre local d'information et de coordination.

CNAF : Caisse nationale d'allocations familiales.

CNRS : Centre national de la recherche scientifique.

CPH : Centre provisoire d'hébergement.

CRAM : Caisse régionale d'assurance maladie.

CREDOC : Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie.

CREP : Constat de risque d'exposition au plomb.

CTAO : Commission technique d'analyse et d'orientation.

DAL : Droit au logement (association).

DALO : Droit au logement opposable.

DDASS : Direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

DDE : Direction départementale de l'équipement.

DGALN : Direction générale de l'aménagement du logement et de la nature (ex-DGUHC).

DGAS : Direction générale des affaires sociales.

DGUHC : Direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction.

DRASS : Direction régionale des affaires sanitaires et sociales.

DRE : Direction régionale de l'équipement.

DREES : Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques.

EHPAD : Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.

ENL : Enquête nationale logement (Insee)

ERAP : État des risques d'accessibilité au plomb.

FJT : Foyer de jeunes travailleurs.

FNARS : Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale.

FSL : Fonds de solidarité logement.

FTM : Foyer de travailleurs migrants.

GIR : Groupes iso-ressources (classement des personnes selon différents stades de perte d'autonomie).

GRL : Garantie des risques locatifs.

HID : Handicap – Incapacités – Dépendances (enquête).

HLM : Habitation à loyer modéré.

HLMO : Habitation à loyer modéré ordinaire.

IAURIF : Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Île-de-France.

INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques.

IRL : Indice de référence des loyers.

LIP : Logement d'insertion privé.

LOV : Loi d'orientation pour la ville.

MDM : Médecins du Monde.

MOUS : Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale.

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques.

ONPES : Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

ONZUS : Observatoire national des zones urbaines sensibles.

OPAH : Opération programmée d'amélioration de l'habitat.

PALULOS : Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale.

PAP : Prêt pour l'accession à la propriété.

PARSA : Plan d'action renforcé en faveur des sans-abri.

PAS : Prêt à l'accession sociale.

PC : Prêt conventionné.

PDALPD (ou PDLPD) : Plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées.

PIB : Produit intérieur brut.

PIG : Programme d'intérêt général.

PLA : Prêt locatif aidé.

PLA-CFF : Prêt locatif aidé, distribué par le Crédit Foncier de France.

PLAI : Prêt locatif aidé d'insertion.

PLF : Projet de loi de finances.

PLH : Programme local de l'habitat.

PLI : Prêt locatif intermédiaire.

PLS : Prêt locatif social.

PLUS : Prêt locatif à usage social.

PLUS CD : Prêt locatif à usage social construction démolition.

PNRU : Programme national de rénovation urbaine.

PSLA : Prêt social location-accession.

PST : Programme social thématique.

PTZ : Prêt à taux zéro.

PUCA : Plan urbanisme construction architecture.

RGP : Recensement général de la population.

RHI : Résorption de l'habitat insalubre.

RHVS : Résidence hôtelière à vocation sociale.

RMI : Revenu minimum d'insertion.

SDF : Sans domicile fixe.

SMIC : Salaire minimum interprofessionnel de croissance.

SOFRES : Société française d'études par sondages.

SRU : Solidarité et renouvellement urbains (loi).

TFPB : Taxe foncière sur les propriétés bâties.

TVA : Taxe sur la valeur ajoutée.

UDAF : Union départementale des associations familiales.

UNIOPSS : Union nationale interfédérale des oeuvres et organismes privés sanitaires et sociaux.

USH : Union sociale pour l'habitat.

USLD : Unité de soins longue durée (pour personnes âgées à l'hôpital).

VEFA : Vente en l'état futur d'achèvement.

ZUP : Zone d'urbanisation prioritaire.

ZUS : Zone urbaine sensible.

BIBLIOGRAPHIE

1. OUVRAGES

BALLAIN (René), MAUREL (Elisabeth), *Le logement très social. Extension ou fragilisation du droit au logement ?* Editions de l'Aube, Paris, 2002.

BALLAIN (René), BENGUIGUI (Francine), *Mettre en œuvre le droit au logement*, La Documentation française, Paris, 2004.

BAUDIN (Gérard), GENESTIER (Philippe), *Banlieue à problèmes. La construction d'un problème social et d'un thème d'action publique*, La Documentation française, 2002. 252 p.

BONVALET (Catherine), DROSSO (Férial), HUYNH (Mai), *Vieillesse de la population et logement. Les stratégies résidentielles et patrimoniales*. La Documentation française, 2007.

BROUSSE (Cécile), FIRDION (Jean-Marie), MARPSAT (Maryse), *Les sans-domicile*, Paris, La Découverte. 118 p.

DAMON (Julien), *L'exclusion*, Que sais-je ?, mars 2008.

DAMON (Julien), MECHET (Philippe), SOETARD (Joaquim), *Vivre en ville. Observatoire mondial des modes de vie urbains 2008-2009*, septembre 2008. 250 p.

DONZELOT (Jacques), *Quand la ville se défait. Quelle politique face à la crise des banlieues ?*, Seuil, 2006. 190 p.

DRIANT (Jean-Claude) dir., *Politiques de l'habitat et crises du logement*, La Documentation française, janvier 2008. 120 p.

DRIANT (Jean-Claude), DROSSO (Ferial), VIGNAL (Cécile), *Les Français et le logement : bouleversements de la démographie et de la famille. Quels choix résidentiels pour demain ?* Créteil, Institut d'urbanisme de Paris, Université Paris 12. 2005.

DUBET (François), LAPEYRONNIE (Didier), *Les quartiers d'exil*, Paris, Seuil, 1992.

FASSIN (Didier), GRANJEAN (Hélène), KAMINSKI (Monique), LANG (Thierry), LECLERC (Annette), *Les inégalités sociales de santé*, La Découverte, septembre 2000. 448 p.

FAURE (Alain), *Les mots de la stigmatisation urbaine*, sous la direction de J.-C. Depaule, Editions UNESCO et MSH, 2006. 278 p.

GUÉRIN (Serge), *Habitat social et vieillissement : représentations, formes et liens*, La Documentation française, 2008, 237 p.

LAGRANGE (Hugues), OBERTI (Marco), *Emeutes urbaines, protestations, une singularité française*, Presse de Science-Po, 2006.

LAPEYRONNIE (Didier), *Le ghetto urbain*, Robert Laffont, 2008.

LENOIR (René), *Les exclus, un Français sur dix*, Seuil, 1974. 171 p.

MAURIN (Eric), *Le ghetto français, Enquête sur le séparatisme social*, La République des idées, Le Seuil, Paris 2004.

MAURIN (Louis), SAVIDAN (Patrick), *L'état des inégalités en France 2009*, Observatoire des inégalités, éd. Belin, novembre 2008.

MOUILLART (Michel), *Chronique du logement en France (1994-2007)* Acmil, 2007, 162 p.

PLOUCHARD (Louisa), *Comprendre les grands ensembles. Une exploration des représentations et des perceptions*, L'Harmattan, 1999.

ROBERT (Christophe) et VANONI (Didier), *Logement et cohésion sociale. Le mal-logement au cœur des inégalités*, Paris, La Découverte, 2007. 235 p.

ROBERT (Christophe), *Éternels étrangers de l'intérieur*, Paris, Desclée de Brouwer, 2007. 452 p.

2. TRAVAUX DES INSTITUTIONS

Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (Anah) :

Rapport d'activité 2007. 70 p.

Atlas de l'habitat privé, édition 2008.

Agence nationale pour l'information sur le logement (ANIL) :

Hausse des prix, crise du logement ; baisse des prix, crise immobilière ?, Septembre 2008.

BOSVIEUX (Jean), *L'impact de l'investissement en logement neuf sur les marchés locatifs*, Habitat Actualité, Juillet 2008.

BOSVIEUX (Jean), *Investissement locatif et conventionnement privé*, Habitat Actualité, Janvier 2007.

Assemblée nationale :

La gouvernance et le financement des structures associatives, Rapport d'information de la Commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, octobre 2008.

PINTE (Etienne), *Rapport sur l'hébergement d'urgence et l'accès au logement des personnes sans abri ou mal logées* remis au Premier ministre en septembre 2008, 125 p.

Banque de France :

Baromètre du surendettement, septembre 2008.

Enquête typologique 2007 sur le surendettement, septembre 2008.

Centre d'analyse stratégique :

LE BOULER (Stéphane), Synthèse du rapport « Personnes âgées dépendantes : bâtir le scénario du libre choix », Second rapport de la mission Prospective des équipements et services pour les personnes âgées dépendantes, remis au Premier Ministre en 2006. 26 p.

Centre d'étude de l'emploi :

EL MEKKAOUI DE FREITAS (N.), DUC (C.), BRIARD (K.), LEGENDRE (B.), MAGE (S.), *Aléas de carrière, inégalités et retraite*, Rapport de recherche n°47, juin 2008. 229 p.

Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) :

« Logement social, une porte de plus en plus difficile à ouvrir », *Consommation et modes de vie* n° 205, septembre 2007.

DUFLOS (C.), HATCHUEL (G.), CROUTTE (P.), Enquête « Quelques opinions et aspirations en matière de logement », juillet 2008.

« Conditions de vie et aspiration des Français », 2007.

Comité de suivi de la mise en œuvre du Droit au logement opposable :

Deuxième rapport annuel, *Assumer l'obligation de résultat du droit au logement sur l'ensemble du territoire*, octobre 2008. 175 p.

Premier rapport annuel, *Franchir les étapes pour rendre effectif le Droit au logement opposable*, octobre 2007, 73 p.

Conseil d'analyse économique :

MISTRAL (J.), PLAGNOL (V.), *Loger les classes moyennes : la demande, l'offre et l'équilibre du marché du logement*. Octobre 2008. 121 p.

MOATI (Philippe) et ROCHEFORT (Robert), *Mesurer le pouvoir d'achat*, janvier 2008. 334 p.

FITOUSSI (Jean-Paul), LAURENT (Eloi), MAURICE (Joël), *Ségrégation urbaine et intégration sociale*, La Documentation française, 2004.

Conseil d'orientation des retraites :

Note de présentation générale, Séance plénière du 19 décembre 2007. 14 p.

« Revenus des retraités et des actifs », Note pour le Conseil d'orientation des retraites, juin 2006.

« Variantes de niveau de vie incluant des imputations de loyers pour les propriétaires et des imputations de revenus financiers pour les détenteurs de patrimoine », mars 2007.

Conseil général de l'environnement et du développement durable :

PREVOT (Marc) et SCHMIDT (Philippe), *Logement social : du numéro unique à la demande unique*. Août 2008. 111 p.

Conseil national de l'habitat :

TALARMAIN (Jean-Claude), Groupe de travail Habitat et territoires, Projet de rapport présenté à la séance plénière du 4 avril 2007, Mars 2007. 74 p.

BRAYE (Dominique), *Politiques de l'habitat et décentralisation. Deux ans après la loi du 13 août 2004*. Rapport intermédiaire présenté par le Groupe de travail décentralisation et adopté par le CNH le 14 mars 2007, 48 p.

Conseil d'État :

DEREPAS (L.) et LALLET (A.), *Le droit de préemption*, La Documentation française, mai 2008, 117 p.

Conseil de l'Europe :

Le droit au logement : le devoir de veiller à un logement pour tous, Rapport du Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, avril 2008.

Cour des comptes :

Les personnes sans domicile, Rapport public thématique, La Documentation française, mars 2007, 236p.

Les personnes âgées dépendantes, Rapport au Président de la République suivi des réponses des administrations et des organismes intéressés, 2005. 447 p.

Délégation interministérielle à la ville (DIV) :

Observation locale et politique de la ville, Cahier pratique de la DIV, septembre 2008.

Rapports 2004, 2005, 2006, 2007 et 2008 de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles, Paris.

Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN, ex-DGUHC) :

Guide des dispositifs d'hébergement et de logement adapté, « Répondre aux besoins des personnes sans domicile ou mal logées », septembre 2008. 33 p.

Direction de la Recherche, des Etudes, de l'Évaluation et des Statistiques (DREES) :

« Les fonds de solidarité pour le logement : l'aide des départements au logement des personnes défavorisées », *Etudes et résultats* n°670, novembre 2008. 8 p.

« L'allocation personnalisée d'autonomie et la prestation de compensation du handicap au 30 juin 2008 », *Etudes et résultats* n°666, octobre 2008.

« Quel logement pour les nouveaux bénéficiaires d'un titre de séjour en France », *Etudes et résultats* n°644, juillet 2008.

« Les allocataires du minimum vieillesse », *Etudes et résultats* n°631, avril 2008. 8 p.

« Les difficultés de logement des bénéficiaires de minima sociaux », *Etudes et résultats* n°630, avril 2008. 4 p.

« Minimum vieillesse, petites retraites et minimum contributif : enjeux et coûts d'une revalorisation », Note pour le Conseil d'orientation des retraites, octobre 2007.

« Les établissements d'hébergement pour personnes âgées en 2003, activité et personnel », *Etudes et Résultats* n°379, février 2005. 8 p.

Haute Autorité de lutte contre les discriminations (HALDE) :

Rapport annuel 2007. 188 p.

Les discriminations dans l'emploi, le logement et l'éducation. Bilan 2007 de l'année européenne de l'égalité des chances pour tous.

Recommandations pour la diversité sociale de l'habitat, rapport du jury présidé par Nicole NOTAT, octobre 2007.

Haut conseil à l'intégration (HCI) :

KRIEGEL (Claudine), *Etudes et intégration. Avis sur le logement des personnes immigrées*. Rapport statistique annuel. La Documentation française, 214 p.

Inspection générale des affaires sociales (IGAS) :

CHAMBAUD (Laurent), *La coordination de l'observation statistique des personnes sans abris*, octobre 2007. 165 p.

Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) :

BRIANT (Pierrette), ROUGERIE (Catherine), « Les logements sont plus confortables qu'il y a vingt ans et pèsent davantage sur le revenu des ménages », pp. 103-116, in *France, Portrait social*, édition 2008.

BELLAMY (Vanessa), LÉVEILLÉ (Laurent), Enquête « Budget de famille 2006 », *Insee Résultats* n°73, juillet 2008.

ROBERT-BOBEE (Isabelle), « Projections de population 2005-2050. Vieillessement de la population en France métropolitaine », *Economie et statistiques* n°408-409. mai 2008. 18 p.

« Les revenus disponibles localisés en 2004 », *INSEE résultats* n°80, avril 2008.

JACQUOT (Alain), *L'occupation du parc HLM : éclairage à partir des enquêtes logement de l'Insee*, août 2007. 68 p.

« La mesure du pouvoir d'achat et sa perception par les ménages » pp. 59-86 in *L'économie française, édition 2007*.

« Sans domicile », *Economie et Statistique* n°391-392 - octobre 2006

« Les retraités dans les enquêtes Budget de famille », mai 2006, 10 p.
CHRISTEL (V.), « Trajectoires résidentielles des personnes âgées », in *Données sociales. La société française*, édition 2006, pp. 525-529.

« Les Franciliens bien insérés dans leur quartier » in *Ile-de-France à la page*, n°215, novembre 2002.

Insee Première

JAUNEAU (Yves), VANOVERMEIR (Solveig), « Les jeunes et les ménages modestes surestiment plus souvent le confort de leur logement », n°1209, septembre 2008.

CASTÉRAN (Bénédicte), RICOCH (Layla), « Les logements en 2006. Le confort s'améliore mais pas pour tous », n°1020, juillet 2008. 4 p.

CHARDON (Olivier), DAGUET (Fabienne), VIVAS (Émilie), « Les familles monoparentales, des difficultés à travailler et à se loger », n°1195, juin 2008. 4 p.

JACQUOT (Alain), « Des ménages toujours plus petits. Projection des ménages pour la France métropolitaine à l'horizon 2030 », n°1 106, octobre 2006.

« Le patrimoine immobilier des retraités », n° 984, septembre 2004.

« La demande potentielle de logement : l'impact du vieillissement de la population », n°875, décembre 2002.

BROUSSE (Cécile), DE LA ROCHERE (Bernadette) et MASSE (Emmanuel), « Hébergement et distribution de repas chauds : le cas des sans-domicile », n°823, janvier 2002.

« Le logement des immigrés en 1996 », n° 730, août 2000.

« Les déménagements forment la jeunesse », n° 647, mai 1998.

Ministère de l'économie, des finances et de l'emploi :

QUINET (Alain), Rapport de la commission « Mesure du pouvoir d'achat des ménages », remis à Mme Christine Lagarde, février 2008, 126 p.

Ministère du logement et de la ville :

ANCI AUX (Jean-Paul), *Le logement étudiant et les aides personnes au logement*, 2008. 70p.

BAÏETTO-BESSON (S.), BÉGUIN (B.), *Faciliter l'accès au logement en sécurisant bailleurs et locataires. Place d'un système assurantiel*, mars 2008. 60 p.

CASTRO (R.), *Le logement de tous au service de l'urbanité, loger tout le monde dignement*, Rapport au Ministre du logement, Juin 2008.

RIVIERE (F.), *Proposition de pacte des villes pour vivre tous ensemble*, février 2008. 140 p.

Rapport d'évaluation des dispositifs d'aide à l'investissement locatif, février 2008, 74 p.

Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, Service de l'observation et des statistiques (SOeS, ex-SESP) :

« Logement social : des locataires plus âgés et plus modestes », *SESP En Bref* n°23, décembre 2007. 4 p.

CHRISTEL (Virginie), EVEN (Karl), « Les dépenses de logement en 2005 et 2006 : des rythmes de croissance jamais atteints », *SESP En Bref* n°19, juillet 2007.

« Le parc locatif social au 1^{er} janvier 2006 », *SESP En Bref* n°382, juillet 2007.

PLATEAU (Claire), « Forte augmentation des dépenses de logement sur vingt ans », *Note de synthèse du SESP* n°160, août-décembre 2005.

Plan urbanisme construction architecture (PUCA) :

CLÉMENT (S.), ROLLAND (C.), THOER-FABRE (C.), *Usages, normes, autonomie*, PUCA, février 2007. 240 p.

FILIPI (B.), FUNES (C.), NABOS (H.), TUTIN (C.), « Marché du logement et fractures urbaines en Ile-de-France », *PUCA Recherche* n° 184, décembre 2008. 160 p.

LELÉVRIER (C.), *Mobilités et trajectoires résidentielles des ménages relogés lors d'opérations de renouvellement urbain*. Synthèse de travaux menés entre 2004 et 2007, mars 2008. 45 p.

Vieillesse de la population et habitat, Bilan de la consultation de recherche, février 2007. 61 p.

Sénat :

TORRE (Henri), *Rapport d'information* de la commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation n° 88, 23 novembre 2008.

SEILLIER (B.), *La lutte contre la pauvreté et l'exclusion : une responsabilité à partager*. Rapport de la mission commune d'information sur les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion, juillet 2008.

La mesure de la pauvreté et de l'exclusion sociale : quels indicateurs ? Les documents de travail du Sénat, juin 2008.

Rapport d'information n°3752 sur la mise en application de la loi du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, 2007. 81 p.

3. TRAVAUX DES FÉDÉRATIONS, FONDATIONS, OPÉRATEURS ET ASSOCIATIONS

Association Emmaüs :

Baromètre 2005 sur l'évolution des publics accueillis dans les centres d'hébergement d'urgence de l'association Emmaüs, juin 2006. 2 p.

Collectif des associations unies :

Baromètre des 100 mesures prioritaires pour le logement des personnes sans-abri et mal logées. Septembre 2008. 2 p.

Tableau de bord des 100 mesures prioritaires pour une nouvelle politique publique pour le logement des personnes sans-abri et mal logées. Septembre 2008. 14 p.

Collectif national Droits de l'Homme Romeurope :

Rapport 2007-2008, septembre 2008. 172 p.

Fédération des associations nationales de travail avec les sans-abri (FEANTSA) :

« L'exclusion liée au logement dans les nouveaux Etats membres », in *Sans abri en Europe,* été 2008. 20 p.

Comité européen des droits sociaux, *FEANTSA c. France, Réclamation n°39-2006, Rapport au Comité des ministres,* Strasbourg, 4 février 2008. 54 p.

Fédération française des banques alimentaires :

Baromètre 2008 des banques alimentaires, septembre 2008. 21 p.

Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (Fnars) :

Sortir de la rue, Rapport du jury d'audition, Conférence de consensus sur les sans-abri, 5 décembre 2007, 51 p.

Fondation Abbé Pierre :

L'état du mal-logement en France en 2005, 2006, 2007 et 2008.

Bilan du programme « 1500 logements très sociaux », juin 2008.

Eclairage régional sur l'état du mal-logement - Région Alsace, février 2008. 45 p.

ADEUS Reflex/ Fondation Abbé Pierre, *Cités de Gitans ! L'habitat des Tsiganes sédentaires en logement social à Marseille, un bref état des lieux.* Février 2008. 50 p.

Actes de la conférence-débat « De l'accès au Droit au Recours à la justice pour les plus démunis » et « Le droit au logement opposable », 17 octobre 2007. 23 p.

Eclairage régional sur l'état du mal-logement - Région Bretagne, juillet 2007. 36 p.

Eclairage régional sur l'état du mal-logement - Région Languedoc-Roussillon, juillet 2007. 39 p.

Étude sur la pertinence du mandat de gestion à vocation sociale à travers la pratique des AIVS, février 2007. 39 p.

Entre pénurie et ségrégation, quelles perspectives pour le logement en Ile de France ?, novembre 2006. 46 p.

Les difficultés d'habitat et de logement des gens du voyage, janvier 2006. 62 p.

L'habitat indigne, Décembre 2005, 25 p.

Les conséquences psychologiques et sociales d'une procédure d'ex-

pulsion, étude préparatoire au colloque du 18 octobre 2004 sur la prévention des expulsions, en collaboration avec FORIS, Paris, 2004, 36 p.
L'État du mal-logement en Rhône-Alpes, Mars 2003, 54 p.
Les saisonniers, des conditions de vie indignes pour les soutiers du tourisme et de l'agriculture, Mars 2003, 52 p.
Éclairage sur la région Midi-Pyrénées, Décembre 2002, 31 p.
Les terrains de campings comme adresse : une domiciliation de dernier recours, n°8, Février 2002.

Haut comité pour le logement des personnes défavorisées :

14^e rapport, *Eclairer la décision*, octobre 2008. 68 p.
 13^e rapport, *Dérouler les implications du Droit au logement opposable*, mars 2008. 121 p.

Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France (IAURIF) :

GUIGOU (B.), KESSELER (E.), *Les habitants des ZUS d'Île-de-France et leur quartier. Résultats d'une enquête auprès de 2 420 habitants*, Paris, novembre 2005.

Institut Montaigne :

BEBEAR (Claude), *HLM, parc privé : deux pistes pour que tous aient un toit*, juin 2008. 92 p.

Médecins du Monde :

Rapport 2006 de l'Observatoire de l'Accès aux soins de la mission France, octobre 2007. 279 p.

Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES) :

Rapports 2005, 2006, 2007 et 2008, La Documentation française, avril 2008.

Secours catholique :

Sondage Secours catholique/ SOFRES, « L'exclusion et la pauvreté. Regard croisé des maires et des français », février 2008.
Familles, enfances et pauvreté, Statistiques d'accueil 2007, 36 p.
Géographie de la pauvreté, Statistiques d'accueil 2006, 40 p.

Union sociale pour l'habitat (USH) :

Le développement de l'offre locative, Rapport de la Commission « Production et patrimoine », septembre 2008.
Rénovation urbaine : mener à leur terme tous les projets, Rapport de la Commission « Instances de la rénovation urbaine », septembre 2008.
Territorialisation des politiques de l'habitat, Rapport de la commission « Décentralisation – questions sociales », septembre 2008.
Service rendu aux habitants, Rapport de la commission « Qualité de service », septembre 2008.
 « Vieillesse : les réponses des bailleurs sociaux », pp.12-59 in *Habitat et société* n°44, décembre 2006. 80 p.

Les entreprises sociales pour l'habitat (ESH), *L'allongement du temps de la vie : quels impacts sur le logement social ?*, La Documentation française, 88 p.

4. ARTICLES ET REVUES

ATTIAS-DONFUT (Claudine), « Le vieillissement des immigrés », in *Retraite et société* n°44, janvier 2005.

BAROU (Jacques), « Bref panorama de la situation des immigrés », in *Hommes et migrations. Le logement des immigrés en France*, n° 1264, novembre- décembre 2006.

BERNARD (Nicolas), « Le Droit au logement opposable vu de l'étranger : poudre aux yeux ou avancée décisive », in *Revue de Droit Public*, N°3-2008.

BERNIÉ-BOISSARD (Catherine), « Un roman d'ethnographie urbaine : Sarcellopolis de Marc Bernard (1964) », in *Esprit* n° 328, octobre 2006.

DELILLE (M.), « Allocation logement, surpeuplement et insalubrité des logements : une enquête effectuée auprès des CAF », pp.106-111 in *Recherche et prévision* n°66, 2001.

FABRIS (Etienne) et PEILLNO (Pierre), « Evolutions démographiques des grands quartiers d'habitat social. Les représentations à l'épreuve de la réalité », in *Informations sociales* n° 141, pp.34-49. 2007.

FORS - Recherche sociale :

« L'action culturelle comme outil de transformation sociale », *Recherche sociale* n° 187, juillet-septembre 2008.

« Le relogement au cœur de la rénovation urbaine », Actes de la rencontre organisée par Profession Banlieue le 28 juin 2007 à la Bourse du Travail de Bobigny. *Recherche sociale* n° 186, avril-juin 2008.

« Emploi, banlieue, discriminations, la crise du logement en question », *Recherche sociale* n° 184, octobre-décembre 2007.

« L'auto-réhabilitation accompagnée », *Recherche sociale* n° 183, juillet-septembre 2007.

KAMOUN (P.), « Financement du logement social et évolutions de ses missions », in *Informations sociales* n° 123, mai 2005.

SIMON (Patrick), « Le logement social en France et la gestion des populations à risque » in *Hommes et migrations* n°1246, novembre-décembre 2003.

WITTMAN (A.F.), « Vieillir dans une cité, un double stigmate », *Sociétés contemporaines* n°51. 2003.

ZITOUN (Philippe), « Conflits autour de la démolition : la politique du logement en question » in *Mouvements* n°35, 2004.

ZUCKER-ROUVILLOIS (E.), « Pratiques éducatives et jeunes en foyer » in *Société et jeunesse en difficulté*, n°2- automne 2006.

« Minima sociaux. Diversités des logiques d'action et des publics », in *Recherche et prévisions* n°91, mars 2008.